

## Discours de conclusion de la table ronde avec les acteurs du renouvellement urbain

Merci à vous d'avoir permis ce dialogue. Je salue ici le Maire, l'ensemble des élus qui sont avec lui, parce qu'il n'y a pas de politique urbaine qui ne soit accompagnée par la région, par le département et par l'Etat. C'est cette somme des contributions qui permet aujourd'hui de faire non seulement le bilan de la politique de la ville, mais de nous donner des éléments humains sur cette politique. C'est ce que je souhaitais à travers cette rencontre.

D'abord, nous sommes ici dans un équipement culturel, né de la politique de la ville, né de cette volonté de rénover le quartier. Il aurait pu y avoir simplement des habitats qui auraient été réhabilités... Vous avez voulu lui donner, dès le début, une dimension autre. C'est un lieu où la ville peut trouver son expression culturelle. Je pense que, pour beaucoup d'associations, c'est également un lieu très précieux.

Je saisis l'occasion qui m'est donnée de venir à Boulogne, puis tout à l'heure à Lens, pour rappeler ce qu'est la politique de la ville, ou plus exactement ce qu'elle a été, en présence des ministres concernés.

Dans les années 90, on a inventé la politique de la ville pour prendre en considération tous ces logements construits dans les années 50/60 et qui avaient considérablement vieilli, qui ne correspondaient plus aux normes de confort et, surtout, qui avaient produit un mode de vie qui



n'était plus conforme à ce que l'on peut attendre d'une ville. Ce que l'on attend d'une ville, c'est qu'elle puisse créer, non seulement des lieux pour accueillir des habitants, mais qu'elle puisse offrir un développement, un lien social et un avenir. Cela a été le temps de la définition de la politique de la ville.

Après, il y a eu une deuxième époque avec l'Agence nationale de rénovation urbaine (l'ANRU), avec une réhabilitation considérable de beaucoup de quartiers, de beaucoup de villes... Ici, il y a son Président, François PUPONNI. Il y a eu partout des travaux très importants qui sont encore poursuivis.

Puis, nous ouvrons une troisième époque, une troisième période. La politique de la ville doit se renouveler, se repenser. Elle doit, à la fois, tenir compte du bâti (il est bien préférable d'être dans des immeubles de confort, de tenir compte de la transition énergétique, de se demander comment faire pour que cela coûte moins cher pour la collectivité et pour les habitants) et du lien humain que nous devons créer, ici, dans ces lieux.

Cette politique doit, d'abord, être beaucoup plus sélective dans les quartiers qu'elle veut valoriser. Il y a une tentation en France, c'est de considérer que tout est prioritaire, que tout relève de la politique de la ville, qu'il suffit d'être en ville pour pouvoir accéder aux financements de fonctionnement comme d'investissement... Tout maire a vocation à prétendre à être dans la politique de la ville ! Finalement on a ajouté des quartiers aux quartiers, des villes aux villes, et on a perdu le sens de la priorité.

A travers une loi de programmation votée en 2014 dont François LAMY était le responsable, nous



avons fait en sorte de fixer des critères pour qu'il y ait des quartiers qui soient reconnus comme prioritaires. Parmi les critères, celui qui a été le plus déterminant est celui du revenu. Comment mesurer ce qu'était la richesse ou la pauvreté d'un quartier ? En prenant tout simplement le revenu de ses habitants.

Avec cette méthode, il a été possible de retenir 1.500 quartiers relevant de la politique de la ville, puis 200 quartiers relevant de l'ANRU. Des investissements pourront être faits massivement : 5 milliards d'euros pourront eux-mêmes lever 20 milliards d'euros d'investissement. Aux 200 quartiers de priorité nationale, on ajoutera également 200 quartiers de priorité régionale.

Nous voulions faire cette sélection avec ce qu'elle a parfois de cruel. Pourquoi certains quartiers y sont, pourquoi d'autres n'y sont pas ? Pour que nous puissions être les plus efficaces, pour que nous puissions permettre une véritable solidarité. C'est la première décision que nous avons prise : cibler, concentrer les efforts sur ce qu'était l'essentiel de ce que nous devons faire, c'est à dire sur les quartiers le plus déshérités..

Ce n'était pas forcément des quartiers dans des ensembles très urbains. On a l'image d'une politique de la ville où seules les banlieues sont concernées... Il y a des banlieues très prospères, il y a des banlieues très résidentielles ! Et nous avons constaté qu'il y a des centres-villes qui étaient délaissés, qui étaient abandonnés, et où vivait une population particulièrement pauvre. On s'est aperçu qu'il y avait, bien sûr, des grandes agglomérations concernées, mais aussi des petites villes de nos territoires. La politique que nous avons mise en place concerne tous les quartiers, toutes les villes, qui relèvent de l'effort de solidarité, quel que soit le nombre d'habitants concernés, quel que soit l'espace considéré, rural ou urbain.



La deuxième décision que nous avons prise marque, non pas une rupture, mais une évolution : partir des habitants, faire en sorte que ce soit les habitants qui puissent définir, avec les élus, avec les spécialistes de l'urbanisme, ce que doit être leur avenir. Nous avons donc introduit de nouveaux instruments : « la maison du projet » pour faire en sorte que ce que vous avez expérimenté ici puisse être généralisé dans tous les quartiers de la politique de ville où l'ANRU aura à intervenir.

Deuxième idée : faire qu'il puisse y avoir un « conseil citoyen » créé là où il y aura une intervention lourde dans le cadre de la politique de la ville. Un « conseil citoyen », ce n'est pas un autre conseil municipal. C'est le conseil municipal qui fait en sorte qu'il existe un autre lieu, ou va être débattu, aussi, les projets du quartier. Ce « conseil citoyen » sera financé notamment grâce aux fonds de participation.

Les emplois d'avenir pourront être particulièrement précieux, vous en avez apporté la démonstration . Parce que non seulement vous dites qu'ils font changer le quartier, mais que vous avez changé vous-même ! C'était l'objectif qui était assigné à ces emplois d'avenir : l'avenir justement.

Autre instrument : les médiateurs. C'est ce que vous faites, nous avons besoin de nouveaux métiers pour l'accompagnement de la politique de la ville. Comme les adultes relais, auxquels il faut garantir une véritable formation, indispensable pour faire participer les habitants.

Enfin, dernier instrument, c'est simplifier l'intervention des associations. Rien que dans les quartiers du Chemin vert, le maire m'a dit que 200 associations intervenaient. C'est considérable ! C'est souvent dans les lieux qui ont le plus de difficultés, qu'on trouve le plus de vitalité. Parce que, quand on a besoin des autres, on va chercher à se fédérer, exactement comme vous l'avez fait pour



l'auto-école. Les associations doivent trouver plus de financements, plus de simplification pour accéder à ces financements pour qu'il n'y ait pas trop de dossiers, que l'on puisse obtenir des financements par des procédures en ligne. Il faut enfin garantir ce financement des associations sur un temps long (jusqu'à 5 ans pour certaines) pour qu'elles puissent savoir comment elles pourront organiser leur activité.

Troisième décision que nous avons prise : concevoir la politique de la ville de manière globale, avec une dimension d'excellence. Pourquoi l'excellence ? Lorsque l'Etat est présent où qu'une action est engagée au titre de la solidarité, il ne faut pas simplement donner davantage de moyens, de ressources, de confort... Il faut que l'on puisse donner le meilleur, que l'excellence soit à la portée de tous.

Alors comment donner de l'excellence ? L'excellence, c'est d'abord dans le développement du logement : faire que ce ne soit pas simplement des logements sociaux, mais que cela soit de beaux logements, des logements qui permettent d'avoir le confort minimal (nous avons entendu qu'il n'y avait parfois pas d'eau chaude, pas de chauffage dans certains logements...) et la technologie la plus performante, y compris pour la sécurité. Pourquoi ne pas donner le meilleur ? Sous prétexte que c'est un logement social on devrait se limiter ? Il faut que l'excellence soit dans la construction ou dans la réhabilitation, que l'excellence soit dans l'écologie, l'environnement ; faire que tous ces logements soient de haute qualité et puissent être économiques pour leurs habitants. Cela va d'ailleurs se produire puisque les augmentations de loyer, qui sont parfois nécessaires, vont être complètement compensées par les baisses de charge liées au chauffage.

Donner le meilleur dans l'écologie, donner le meilleur également dans le culturel. Vous avez dit



vous-même que des orchestres venaient vous faire des spectacles, presque familiaux, de quartier. Mettre la culture là où elle n'avait généralement pas sa place, à partir des talents des quartiers, parce qu'il y en a de multiples...

Mettre de l'excellence en termes numériques. Faire que ce soit là que s'inventent les nouvelles pratiques et que se produisent les nouvelles technologies.

Faire en sorte que nous puissions aussi être dans l'excellence sur le plan économique. Ici à Boulogne, il va y avoir l'installation d'une entreprise de haute technologie du numérique. Elle va montrer qu'il est possible, dans un quartier, de faire du logement et de l'action économique, de faire venir un laboratoire et des commerces qui, jusqu'à présent, n'avaient pas leur place dans le quartier.

Voilà les trois grandes décisions que nous voulons prendre. Première décision : choisir les priorités de la politique de la ville, là où nous devons faire effort dans les quartiers qui sont les plus en difficulté, là où il y a le plus de personnes qui ont les revenus les plus bas. Deuxième décision : faire en sorte que les habitants soient des citoyens, pas des sujets à qui on vient apporter ce qu'on pense être le meilleur pour eux. On doit leur dire : votre avis va compter, y compris pour la reconstruction de votre propre immeuble, y compris pour la réhabilitation de votre quartier, y compris pour savoir quels services, quels équipements il convient d'apporter dans l'opération. Troisième grande décision : imaginer un développement global. On ne fait pas un logement à côté d'un logement, on fait une ville. Vous n'avez pas réhabilité un quartier, vous avez fait en sorte que la ville de Boulogne soit pleinement la ville de Boulogne, qu'il n'y ait plus de frontière, qu'il n'y ait plus de coupure, plus de séparation...



C'est ce que l'on peut appeler un projet démocratique. C'est la mixité. La mixité, ce n'est pas simplement d'avoir des populations différentes dans le quartier. C'est que les quartiers communiquent entre eux. D'où la mobilité. Là où il y a mobilité, il y a mixité. Là où il y a fermeture, il y a tout simplement isolement et enfermement. Merci d'avoir fait cette démonstration. Ce que vous faites à Boulogne, c'est ce que nous voulons faire dans la France toute entière. Merci !

